

## A Bruxelles, la crainte d'une panne de la locomotive française après les élections législatives

Au sein des institutions communautaires, passé le soulagement de la défaite du RN, on s'inquiète que, faute de majorité stable, Paris perde son rôle moteur parmi les Vingt-Sept.

Par [Virginie Malingre](#) (Bruxelles, bureau européen)

Publié aujourd'hui à 17h48

Article réservé aux abonnés



La présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen, et le président de la République, Emmanuel Macron, le 27 juin 2024, à Bruxelles. OLIVIER HOSLET / AP

A Bruxelles, dans la soirée du dimanche 7 juillet, parmi les milliers de diplomates et fonctionnaires en poste au sein des institutions communautaires, les Français ont été submergés de messages de leurs connaissances. La quasi-totalité, tous courants politiques et nationalités confondus, se félicitait de voir le Rassemblement national (RN) relégué au troisième rang à l'Assemblée nationale, derrière le Nouveau Front populaire et Ensemble. « *On a évité une grande régression et une paralysie de l'Union européenne [UE]* », explique l'eurodéputé macroniste Pascal Canfin, qui rappelle qu'un gouvernement RN en France, l'un des pays fondateurs de l'Union, aurait pu, avec ses alliés italiens, hongrois, slovaques et néerlandais, bloquer nombre de décisions communautaires.

Pour autant, la situation politique française continue d'inquiéter les Européens. « *On est passé de la crise de la chaise vide à celle de la chaise bancale* », résume Yves Bertoncini, spécialiste des questions européennes et professeur à l'École supérieure de commerce de Paris. De fait, il n'y a aucune majorité

au Palais-Bourbon, où le RN a encore gagné des sièges, la France entre dans une période de grande incertitude et, dans un an, Emmanuel Macron pourra de nouveau dissoudre l'Assemblée nationale. L'eurodéputée (Renew) Fabienne Keller appelle la France, qui n'a pas une culture du compromis, à s'inspirer du Parlement européen, où « nous travaillons depuis longtemps sur la base de compromis avec l'ensemble [des] forces [qui vont] de la droite républicaine à la gauche sociale-démocrate ».

« Sur l'Ukraine, la défense, la politique commerciale ou la politique industrielle, il y a des convergences de points de vue, des Républicains [LR] au Parti socialiste [PS] », qui peuvent permettre à la France de continuer à s'affirmer sur la scène européenne, affirme Jean-Noël Barrot, le ministre délégué chargé de l'Europe. Mais il est un sujet, et non des moindres, qui, en revanche, divise, et qu'un gouvernement technique ne pourra pas gérer tant il est structurant pour le pays : celui du retour à des finances publiques assainies « et de la soutenabilité de notre modèle social », précise Pascal Canfin.

### Le spectre d'une crise économique

Avec [un déficit et une dette respectivement de 5,5 % et 110,6 % du produit intérieur brut](#) (PIB) en 2023, la France doit, dans les prochains jours, être soumise à une procédure européenne pour déficit excessif. Le 15 octobre au plus tard, il lui faudra présenter à la Commission son plan pour un retour dans les clous des critères de Maastricht, qui prévoient que le déficit budgétaire reste contenu sous les 3 % de la richesse nationale et que la dette publique n'en représente pas plus de 60 %.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [En pleine campagne des législatives, la Commission européenne épingle les déficits excessifs de la France](#)

La [réforme du pacte de stabilité et de croissance](#) lui permet certes de prendre plus de temps que prévu si elle engage des réformes et des investissements de nature à doper sa croissance. Mais, dans le contexte politique actuel, cela semble difficile, alors que le premier ministre, [Gabriel Attal, a suspendu la réforme de l'assurance-chômage](#) juste avant le second tour des élections législatives, et que la gauche veut revenir sur celle des retraites, tout en augmentant plusieurs postes de dépenses publiques. Reste, pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat, la possibilité d'augmenter les impôts, dont Emmanuel Macron et la droite ne veulent pas entendre parler.

« Nos partenaires s'inquiètent du programme du Nouveau Front populaire et du risque de voir la France plonger dans une crise économique, au moment où l'Europe doit se battre pour ne pas décrocher face aux Etats-Unis et à la Chine », prévient l'eurodéputée (Horizons, groupe Renew Europe) Nathalie Loiseau. « Tout accord politique devra montrer que la France engage une trajectoire budgétaire conforme à ses engagements européens », insiste Jean-Noël Barrot.

A Berlin, Stockholm, Vienne ou La Haye, on considère que « si la France ne peut plus réformer, elle sera paralysée », pour reprendre l'expression d'un diplomate de l'un de ces pays frugaux. Et d'ajouter : « Une France paralysée ne peut plus jouer le rôle de moteur. » Reste à voir comment réagiront les marchés, sur lesquels la France « emprunte entre 300 et 500 milliards d'euros par an », rappelle un commissaire européen, qui voit là une « corde de rappel efficace ».

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [L'Assemblée nationale se prépare à une « nouvelle ère », avec le risque d'une paralysie](#)

« Pour construire l'Europe, il faut un architecte et un maçon. L'architecte Macron va devoir remiser ses grands plans et faire de la maçonnerie comme les autres », juge Yves Bertoncini, ce qui, poursuit-il, pourrait « soulager les Allemands ». De fait, outre-Rhin, à Berlin, on n'apprécie que modérément les

grandes ambitions d'Emmanuel Macron pour l'UE, comme ce projet d'emprunter à nouveau à vingt-sept pour financer des investissements dans la défense ou les technologies vertes.

### « Défendre des politiques raisonnables »

Les propositions parfois disruptives du président français, lors de son deuxième discours de la Sorbonne, en avril, n'ont pas été du goût du chancelier Olaf Scholz, qui a lui-même bien du mal à gérer sa coalition gouvernementale entre le SPD, les libéraux du FDP et les Verts. Face au Parlement français renouvelé, Macron « *doit défendre des politiques raisonnables et moins ambitieuses* », juge l'eurodéputé allemand de la CDU Andreas Schwab.

A la table du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, où le Parti populaire européen domine, Emmanuel Macron n'est plus l'Européen audacieux qu'il était, même si la France, la deuxième économie de la zone euro, reste incontournable. Ses homologues ont compris que le pouvoir se trouve désormais plus à l'Assemblée nationale qu'à l'Élysée, et ils ont bien noté le recul des troupes macronistes au Parlement de l'UE, après les élections du 9 juin. « *Il est en fin de cycle, puisqu'il ne pourra pas se représenter en 2027 ; ça l'affaiblit encore* », ajoute un commissaire européen.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Législatives 2024 : vu d'outre-Rhin, l'issue du scrutin menace le moteur franco-allemand d'une « crise extrêmement grave »](#)

La décision du chef de l'Etat français de dissoudre l'Assemblée, prenant ainsi le risque de porter le RN au pouvoir, n'a pas non plus été comprise. « *Sa parole est décrédibilisée* », assure Sébastien Maillard, de l'Institut Jacques Delors. Même dans son camp, l'heure est au désamour. « *Tout le monde reconnaissait un rôle de leader européen à Macron. Tout le monde regrette qu'il soit entamé* », soupire Nathalie Loiseau.

[Virginie Malingre \(Bruxelles, bureau européen\)](#)